

## Rapport d'Albert Wehrer sur le plan Pleven (Luxembourg, 30 octobre 1950)

**Légende:** Le 30 octobre 1950, Albert Wehrer, ministre du Luxembourg à Bonn adresse un rapport à Joseph Bech, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, dans lequel il rend compte d'une discussion qu'il a eue avec Jean Monnet sur la question du réarmement allemand et du Plan Pleven.

**Source:** Archives Nationales du Luxembourg, Luxembourg. Ministère des Affaires étrangères. Traités. Traités - Economiques et Financiers. Plan Schuman - Négociations - La déclaration Schuman du 9 mai 1950 et les premières réactions - 1950, AE 11346.

**Copyright:** Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/rapport\\_d\\_albert\\_wehrer\\_sur\\_le\\_plan\\_pleven\\_luxembourg\\_30\\_octobre\\_1950-fr-39a2adf2-6a31-4318-9357-167090947d2a.html](http://www.cvce.eu/obj/rapport_d_albert_wehrer_sur_le_plan_pleven_luxembourg_30_octobre_1950-fr-39a2adf2-6a31-4318-9357-167090947d2a.html)

**Date de dernière mise à jour:** 14/05/2013

## Rapport de Albert Wehrer sur le plan Plevén (Luxembourg, 30 octobre 1950)

Rapport secret.

[...]

M. Monnet m'a beaucoup consulté ces derniers jours, dans des conversations privées sur la question du réarmement allemand et du Plan Plevén. En face de la réaction que ce Plan Plevén a trouvée en France et en Allemagne, M. Monnet, qui est pour une très grande partie, l'auteur du Plan, étant très lié avec M. Plevén qu'il tutoie, M. Monnet a eu ces derniers jours des inquiétudes, des doutes et des hésitations. Il n'est plus sûr de l'efficacité et de la justesse de son plan. Ce qui l'a surtout frappé, bouleversé même, c'est la réaction allemande. Il avait cru faire un grand geste favorable à l'Allemagne et voilà que l'Allemagne dit que ce Plan est inacceptable parce qu'il constituerait une discrimination pour l'Allemagne et lui refuserait l'égalité des droits. M. Monnet a surtout été scandalisé par l'interview du général Schwerin et par la réapparition en Allemagne des généraux de l'ancien état-major. On dit que les généraux allemands s'agitent de nouveau beaucoup à Bonn et en Allemagne et qu'un certain groupe se forme autour du général Speidel. Comme Adenauer vient de prendre comme ministre de l'intérieur un ancien Deutschnationaler, le Dr. Lehr, qu'on dit être l'homme des magnats de la Ruhr, la méfiance française grandit. C'est que M. François Poncet m'a personnellement confirmé aussi, dimanche dernier.

J'ai dit à M. Monnet que je comprends parfaitement ses inquiétudes, qu'en face du problème russe, la question allemande est devenue un dilemme tragique et qu'on comprend que les hommes les plus intelligents et les mieux intentionnés arrivent parfois à des conclusions contradictoires ou à des hésitations et des doutes.

Mais les faits de l'évaluation de la politique alliée en Allemagne pendant les dernières années et surtout depuis la conférence de Londres et la création du nouveau statut d'occupation en Allemagne sont maintenant des faits qui porteront leurs fruits logiques.

On a créé une république allemande, dès les premiers jours Acheson et Schuman sont venus à Bonn faire leur cour à cette Allemagne nouvelle à laquelle on a donné toujours plus de pouvoirs et plus de souveraineté. Maintenant on a posé le problème du réarmement de l'Allemagne et Américains et Français, malgré leurs divergences apparentes, donnent une réponse affirmative. Car le Plan Plevén donne son accord de principe avec le réarmement allemand. Qu'on fasse commencer cet armement de l'Allemagne au niveau d'un bataillon ou d'un régiment comme le désirent les Français ou au niveau de divisions comme le désirent les Américains, peu importe.

On n'a pas besoin d'être prophète pour prédire et savoir que l'évolution fatale, logique et inéluctable de cette politique alliée à l'égard de l'Allemagne sera nécessairement d'ici quelques années la reprise par l'Allemagne de sa position de grande-puissance en Europe et comme l'Allemagne sera sur le continent européen la grande-puissance démographiquement et militairement la plus forte, cette reprise de sa position de grande-puissance en Europe donnera à l'Allemagne une position absolument dominante et première. Il n'y a que trois grandes puissances sur le continent européen, la France, l'Allemagne et l'Italie. Il y a une vieille rivalité entre la France et l'Italie et des traditions de méfiance persistent entre ces deux pays. A Bonn nous voyons que l'Italie fait sa cour à l'Allemagne. On y dit que Rome va être le premier Etat étranger à envoyer un ambassadeur à Bonn, et M. Adenauer va faire son premier voyage officiel à Rome.

Le Plan Plevén, en admettant d'une part la création d'une armée européenne sans la Grande-Bretagne, en froissant d'autre part l'Allemagne par des discriminations que celle-ci juge inacceptables fait courir à la France le risque de s'isoler dans le groupe des grandes puissances.

Pourquoi tant négliger la Grande-Bretagne ? En 1914 et en 1940 la Grande-Bretagne est venue tout naturellement au secours de la France et du Benelux. Ce sera toujours l'intérêt inévitable de l'Angleterre de venir au secours de la France, car elle ne peut pas permettre que ni les Russes, ni les Allemands ne s'installent à Calais.

Le Plan Schuman et le Plan Pleven semblent rêver d'une nouvelle force européenne, d'une nouvelle entité européenne d'où la Grande-Bretagne serait exclue ou du moins à laquelle elle n'appartiendrait pas organiquement.

Ce serait une ingratitude historique et une imprudence politique dangereuse.

Pour que la France puisse jouer un rôle d'importance sur ce continent européen qui s'organise à nouveau, il faut qu'elle puisse s'appuyer sur la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et ne pas rester seule en face d'une Allemagne redevenue première puissance militaire en Europe.

M. Monnet dit : Mais nous ne voulons pas discriminer l'Allemagne, nous admettons que des officiers allemands commandent à Marseille, comme l'Allemagne doit admettre que des officiers français commandent à Munich. Il n'y aura pas plus d'état-major français, qu'il n'y aura d'état-major allemand. Mais alors, la France perdra une chance de plus, car par cette discrimination, elle aurait pu rétablir un équilibre que le jeu des forces matérielles aurait détruit.

Mais que faire, demande M. Monnet ? On ne peut éternellement tenir un grand pays comme l'Allemagne dans un état de domination.

Certes pas. Mais c'est un autre problème, plus vaste, moins immédiat.

Pour le moment, le problème du réarmement de l'Allemagne se pose dans une atmosphère politique spéciale, dans le cadre de l'actuelle tension russo-américaine.

C'est par rapport à ses répercussions sur la situation internationale actuelle qu'il faut l'examiner. Il ne faut pas que le problème du réarmement allemand, sans pouvoir donner immédiatement les résultats désirés, vienne compliquer la situation générale et l'acculer aux plus graves dangers.

Pourquoi l'avoir si ouvertement posé comme un grand problème technique militaire, comme un problème de regroupement des alliances et comme un problème de défense anti-soviétique ? Tout le monde est d'accord pour dire qu'il est matériellement impossible de créer une dizaine de divisions allemandes, de les armer effectivement en quelques semaines puisqu'on parle de deux ans et plus pour les créer. Si donc il est matériellement impossible d'avoir un résultat satisfaisant dans un délai utile, on n'obtient d'autre résultat par la présente agitation que d'aggraver la tension russo-américaine et d'accroître les effets de la guerre des nerfs ? Les Soviétiques ne feront pas la guerre dit-on. Espérons-le. Mais ils vont tout de même procéder à des ripostes, amener un peu plus de divisions vers l'Elbe, accroître l'agitation des cinquièmes colonnes, que sais-je. Tout cela va nous placer continuellement devant de nouvelles nécessités de riposte, jusqu'au moment où les fusils partiront tout seuls.

Alors qu'aurait-on dû faire pour le moment ?

Pour l'Allemagne : faire la même politique militaire astucieuse que les Russes. A la création d'une police dans l'Allemagne soviétique, répondre par la création d'une même police dans l'Allemagne de l'Ouest, une même police quant au nombre de soldats (même deux fois plus forte puisque l'Allemagne de l'Ouest a plus d'habitants que l'Allemagne de l'Est), une même police quant à l'armement ; si ceux de l'Est s'amusent avec des tanks, on aurait donné des tanks aussi à ceux de l'Ouest, et ainsi de suite. Les Soviétiques auraient été pris à leur propre jeu et à chaque moment on aurait pu leur dire : « nous acceptons les mêmes contrôles que vous acceptez dans votre zone ». – De la sorte on serait arrivé à la possibilité d'un concours militaire allemand sans mettre les Soviétiques dans la position de pouvoir dire aux Alliés qu'ils violent l'engagement de ne pas réarmer l'Allemagne. Car la politique de réarmement de l'Allemagne est une violation des engagements interalliés d'après-guerre, même si les Soviets en font autant.

Pour le reste de l'Europe : il faut que le réarmement de l'Europe se base sur le réarmement de la France. La France est une grande puissance dans laquelle chacun peut avoir, politiquement parlant, une confiance

absolue. Elle ne sera jamais un danger d'agression pour personne. Elle a de grandes traditions militaires, c'est de là qu'il faut partir et assurer à la France sur le continent européen les concours nécessaires des autres puissances, mais surtout et avant tout le concours des armées américaine et britannique.

C'est la seule voie actuellement praticable. Tout planisme est à longue échéance et risque d'arriver trop tard.

Et, une toute première chose à faire, la plus importante, la plus immédiate : augmenter le nombre des troupes d'occupation tant américaines que britanniques et françaises en Allemagne !

Evidemment, lorsqu'on dit que le réarmement en Allemagne doit se baser sur le réarmement en France, on touche un des problèmes les plus tragiques de l'Europe démocratique d'après-guerre. La France est faible et n'inspire plus confiance. Les Américains et les Britanniques le disent à qui veut l'entendre. Si elle était la puissance militaire de 1918, comme tout serait simple ! Mais doit-on tirer de cette constatation de fait la conclusion qu'il faut négliger les armements de la France et réarmer l'Allemagne au point de devenir la première puissance militaire de l'Europe ? Ne faudrait-il pas au contraire que les Américains et les Britanniques aident la France à retrouver par une politique de confiance et de collaboration continue l'armée efficace dont l'Europe a besoin. Si la France avait en 1940 eu le concours de l'aviation et des blindés américains, le désastre militaire serait-il arrivé ?

Si d'autre part l'affaire de Corée se termine comme ça en a l'air pour le moment, un fait nouveau aura tout de même créé une réalité nouvelle : l'alliance du monde entier contre un agresseur éventuel. Ne pas négliger ce fait au détriment de combinaisons régionales qui éparpilleraient et affaibliraient l'effort commun de tous les pays pacifiques du monde est maintenant une réalité dont il faut mesurer toutes les possibilités de rendement.

M. Monnet me demande encore : est-ce qu'on peut avoir confiance en l'Allemagne. Je réponds que les hommes de Bonn ne pensent certainement pas à se dresser contre les alliés de l'Ouest. Et il est certain que l'opinion publique est pour le moment antisoviétique dans toute l'Allemagne. Il est d'autre part probable que les réfugiés de l'Allemagne de l'Est annexée par la Pologne maintiendront pour longtemps encore les courants antisoviétiques de la politique étrangère de l'Allemagne. La reprise des territoires au delà de la ligne Oder-Neisse, restera pour longtemps une des principales revendications allemandes.

Je suis rentré de Paris hier soir et repars demain pour rejoindre mon poste, devant de nouveau être à Paris le 6 novembre.

Je jette donc ces réflexions en toute hâte sur le papier, me rendant parfaitement compte de la complexité des problèmes que la situation internationale pose en ce moment.

Je m'en rends d'autant plus compte que j'ai beaucoup été à la Chambre française ces derniers jours pendant la discussion du Plan Pleven et que j'ai pu entendre tous les doutes qu'orateurs de la majorité et orateurs de la minorité n'ont cessé d'étaler. Le vote final de la Chambre est beaucoup plus un vote de majorité gouvernementale et de minorité d'opposition que le reflet sincère et véridique des convictions intimes de chacun des députés.

Je n'ai évidemment pas pris, dans mes conversations avec M. Monnet, une position de critique et d'opposition à l'égard du Plan Pleven, mais loué au contraire son inspiration généreuse et hardie. Nos conversations qui reprennent d'ailleurs à chaque moment ont lieu dans une atmosphère cordiale et de confiance mutuelle et sont pour moi d'un intérêt palpitant alors que M. Monnet est maintenant associé de si près au problème le plus angoissant de notre époque. Ce sont d'ailleurs des conversations purement privées où les interlocuteurs échangent des informations et des idées et ne s'efforcent pas d'arriver à des conclusions communes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, la réassurance de mes sentiments les plus dévoués.